

King, Anthony, *Britain Says Yes : The 1975 Referendum on the Common Market*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1977, 153 p.

H. R. C. Wright

Volume 9, Number 4, 1978

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700895ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700895ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Wright, H. R. C. (1978). Review of [King, Anthony, *Britain Says Yes : The 1975 Referendum on the Common Market*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1977, 153 p.] *Études internationales*, 9(4), 564–565. <https://doi.org/10.7202/700895ar>

sur la lutte entre deux lignes, entre Mao le révolutionnaire et Liu l'administrateur. Dans un deuxième temps, Ahn suggère que les changements importants de politiques étaient souvent reliés aux transformations du processus de la prise de décision. Dans cette dernière perspective, le fait saillant fut, sans aucun doute, la retraite de Mao à la deuxième ligne du leadership pendant la période 1959-65.

Il paraît évident que l'auteur conçoit son ouvrage comme marquant un « grand bond en avant » dans l'élaboration d'une théorie globale du processus de la formulation des politiques en Chine. Le chapitre dix, par exemple, est consacré entièrement à une analyse féconde des caractéristiques principales de ce processus. Toutefois, l'auteur admet qu'il n'a pas réussi à présenter une théorie générale qui pourrait servir de base d'explication de ce processus de décision. Le manque de données, la complexité et le caractère dynamique du sujet semblent poser des problèmes insurmontables à une conceptualisation globale. Ahn doit alors se contenter d'une forme d'éclectisme méthodologique. Il s'ensuit qu'il couvre un terrain déjà bien défriché par d'autres spécialistes. À titre d'exemple, mentionnons que la perspective du développement chinois qui s'inspire d'un modèle cyclique de transformation avec périodes de transformation/mobilisation suivies de périodes de consolidation/institutionnalisation est depuis longtemps un aspect important des études des spécialistes dans le domaine. On pourrait citer parmi d'autres, les travaux de A. Doak Barnett, Parris Chang, et Harry Harding. De la même manière, la tentative d'explication de la Révolution culturelle en termes d'une lutte entre deux lignes est aussi répandue à l'extérieur de la Chine qu'à Pékin.

Malgré ces faiblesses, ce livre est un instrument de grande utilité et de première valeur. L'ouvrage d'Ahn offre au sinologue un tableau cohérent et précis des conflits au sein du leadership du parti au début

des années soixante et une analyse du processus de décision qui s'inspire des meilleures études dans le domaine. Pour le lecteur non spécialiste, ce livre constitue une des meilleures études des origines de la Révolution culturelle et une excellente synthèse de la période 1949-1966.

William BADOUR

*Département de science politique,
Université d'Ottawa*

KING, Anthony, *Britain Says Yes: The 1975 Referendum on the Common Market*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1977, 153p.

Anthony King est « psephologue », mais il connaît très bien les bornes de sa science. Les scrutins ne mesurent pas la force des opinions ; pour l'interprétation des scrutins il faut recourir aux méthodes des historiens. On a les chiffres de nombreux scrutins Gallup faits en Grande-Bretagne au sujet de la CEE entre 1960 et 1975, et en les comparant les uns avec les autres on peut former des conjectures sur l'opinion publique. L'historien choisit les preuves qu'il croit significatives et dignes de foi, et la vérification de son œuvre se trouve dans sa cohérence. Le professeur King utilise non seulement les scrutins Gallup mais aussi des matériaux historiques plus traditionnels, y compris les ouï-dire anecdotiques. Il a écrit une histoire simple, compréhensive et convaincante du référendum de 1975.

Si Harold Wilson avait gagné l'élection générale de 1970, il aurait négocié l'accès de la Grande-Bretagne à la CEE, parce qu'il la croyait nécessaire. En opposition, le parti travailliste a gagné de la popularité en dénonçant contre les termes d'entrée conclus par le gouvernement

Heath. La tentation était irrésistible, puisque les votants se laissaient convaincre sans difficulté que l'entrée à la CEE augmenterait la hausse du coût de la nourriture. La renégociation des termes d'entrée par Harold Wilson, après son retour au pouvoir, était une simple tactique, mais la charade n'était pas malhonnête, puisque tout le monde savait que le but était de sauvegarder l'unité du parti travailliste, grisé et confus du succès de son attitude électorale. Les ministres qui voulaient séparer la Grande-Bretagne de l'Europe ont travaillé avec ceux de l'opinion contraire pour extorquer sous l'ombre menaçante du référendum toutes les petites améliorations possibles des termes d'entrée.

Le référendum a soumis une question d'intérêt national aux caprices des votants, qui n'y comprenaient pas beaucoup ; mais il fut honnête. Grâce à la renégociation, chaque votant pouvait, s'il le voulait, s'informer des termes de l'association que son « oui » entérinerait. Quelques-uns des séparatistes anti-européens ont voulu insinuer, qu'après la séparation, on pourrait négocier une nouvelle association avec la CEE en forme d'une région de libre-échange, mais on ne les a pas pris au sérieux. La renégociation a désabusé les votants quant à quelques idées farfelues sur le caractère de la CEE que les anti-européens avaient répandues ; ainsi la hausse mondiale des prix agricoles était d'une plus grande importance car elle a fait paraître relativement bas le coût des aliments dans la CEE en 1975.

Sauf Enoch Powell, les séparatistes anti-européens ont reconnu le référendum pour la manifestation définitive de la volonté populaire, et ainsi ont mis fin à une controverse troublante qui a eu des effets néfastes pour l'économie britannique.

H. R. C. WRIGHT

Département d'économie,
Université McGill

LEBEL, Michel, RIGALDIES, Francis et José WOEHRLING, *Droit international public*, Montréal, Éd. Thémis (Coll. « Notes et Documents »), 1977, xxv + 708p.

L'œuvre des professeurs Lebel, Rigaldies et Woehrling, tous les trois membres de la Faculté de droit de l'Université de Montréal, inaugure la collection « Notes et Documents » des Éditions Thémis, qui a pour but de mettre à la disposition des étudiants des textes de base de consultation facile. C'est donc un ouvrage de portée pratique qui répond à un besoin précis, dans le contexte des facultés de droit québécoises, et également des facultés francophones qui seront créées dans d'autres parties du Canada, comme à Moncton.

L'ouvrage est divisé en deux parties : sources et sujets du droit international. Dans les sources figurent successivement les traités, les coutumes, et les sources subsidiaires. Dans les sujets, l'État, les organisations internationales et, préfiguration de l'avenir, l'individu.

Le recueil ne couvre qu'une partie très sommaire de la matière. De plus, on peut discuter du choix de textes des auteurs, car on trouve surtout une doctrine majoritairement française et, de ce fait, peu applicable, en un certain sens, au contexte nord-américain et à la situation particulière des unions fédérales. Quelques textes constituent seulement des sources secondaires. Mais dans l'ensemble c'est un bon départ sur la voie des collections de documents en langue française, alors que la majorité des sources dans ce pays officiellement bilingue sont en anglais jusqu'à une époque récente, comme le livre d'ailleurs excellent de J. G. Castel (*International Law*).

Formulons le vœu qu'une deuxième édition soit plus complète et adéquate, mais félicitons les auteurs de cette introduction au droit international public de lecture